



Mesdames, Messieurs, chers collègues,
chers concitoyens,

Le ministre de la Santé a décidé de venir faire des déclarations concernant notre Hôpital aujourd'hui, alors que le gouvernement Bayrou risque de tomber dans 10 jours.

Quelques soient les annonces du futur ex Ministre, elles risquent fort d'être un chèque en blanc. Plus personne ne croit Monsieur Bayrou, donc pour notre part, nous ne croirons pas, non plus, aux promesses de ses ministres. Le gouvernement applique toujours les mêmes politiques, celles de l'austérité qui fragilisent l'hôpital, alors qu'avons-nous à en attendre ?

Depuis 20 ans notre établissement subit restructuration après restructuration :

- Chirurgie en 2003,
- Médecine en 2010, de nouveaux travaux sont en cours depuis 2024
- Patios du Velay
- Des travaux à la stérilisation et à la pharmacie sont annoncés,
- Projet d'ambulatoire pour 2027...

Malgré cette modernisation des bâtiments, notre hôpital s'appauvrit et les moyens humains disparaissent.

Localement, la situation est alarmante :

Le service de soins palliatifs a fermé deux fois. On nous parle d'une réouverture, mais quand, comment, avec quels moyens ?

L'oncologie est fragilisée, au détriment direct des patients les plus vulnérables.

Les fermetures de lits et de services s'accroissent.

Les agents sont rappelés sur leur repos, les congés refusés, donnés au dernier moment, les formations annulées, et les journées en 12 heures se généralisent.

Les burn-out se multiplient et les démissions s'enchaînent, car le personnel n'en peut plus de travailler dans de telles conditions.

Deux dangers graves et imminents sont toujours en cours.

Les RPS se multiplient au SIH (service informatique), à la restauration, à la blanchisserie....

De nombreux services sont en souffrance. Toutes les professions sont concernées.

Malgré la pénurie criante de personnel, la direction continue de proposer seulement des contrats précaires de deux ou trois mois voire moins, de fait notre hôpital n'est pas du tout attractif pour les nouveaux diplômés.

Les urgences filtrent les entrées la nuit depuis plus d'un an, ce qui génère incompréhension et tensions. Pourtant la population altiligérienne n'a pas d'autre choix qu'avoir recours au service des urgences par manque de médecin traitant.

Oui, nos locaux paraissent « jolis » après rénovation. Mais à quel prix ? Derrière ces murs repeints, il n'y a plus assez de soignants, plus assez de lits, plus assez de services. L'hôpital public se meurt.

Et nationalement, le problème est le même :

La T2A étrangle le financement des hôpitaux publics.

Les médecins traitants et les spécialistes se raréfient. Un an d'attente minimum pour un RDV chez le cardiologue, ophtalmo, gynéco....

Les franchises médicales doublent.

Les remboursements diminuent.

Partout, la logique comptable l'emporte sur la santé. Et c'est l'hôpital public dans son ensemble qui est en danger.

Et ce ne sont pas les projets de Bayrou pour 2026, qui vont changer les choses. Dans sa conférence de presse du 25 Juillet il a tout confirmé : gel des salaires pour les fonctionnaires, suppression de 2 jours fériés, remise en cause de la cinquième semaine de congés ... et il demande une plus grande efficacité de l'hôpital public encore une fois : ce qui signifie toujours plus de plans de restrictions budgétaires.

Le gouvernement connaît nos revendications, qu'il refuse de satisfaire :

1. Des moyens humains immédiats : embauches, remplacements, contrats stables.
2. La réouverture effective et pérenne des soins palliatifs et la sécurisation de l'oncologie.
3. L'arrêt des fermetures de lits et de services.
4. Des urgences ouvertes et sécurisées 24h/24.
5. Une réponse rapide aux situations de crise : levée des DGI, traitement des comportements inacceptables, et rétablissement d'un véritable dialogue social.
6. Une réelle prise en compte de la souffrance des équipes, pour stopper l'hémorragie des démissions et prévenir les burn-out.
7. Et bien sûr l'augmentation des salaires et l'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne.

Chers collègues, chers concitoyens,

Nous le disons avec gravité : l'hôpital Émile Roux est en danger.

Votre santé n'est pas leur priorité, l'hôpital public va mal, la santé mentale aussi, et la situation dans les EHPADs est catastrophique.

Tous les services souffrent, les équipes s'épuisent, et les patients en paient déjà le prix.

Avec notre Union Départementale FO de Haute-Loire, nous estimons que même si Bayrou devait partir le 8 septembre rien ne serait réglé. Macron trouvera toujours des complicités pour poursuivre ses politiques de destruction. Alors nous appelons à une réaction d'ampleur immédiate, tant au niveau local que national. Car si rien ne change, demain, ce sont des vies humaines qui seront directement menacées.

C'est le sens du préavis de grève déposé par la Confédération Force Ouvrière dès le 1^{er} septembre.

Nous appelons donc tous les personnels et citoyens à discuter partout de l'action à mener pour bloquer les projets de Bayrou et de Macron y compris par la grève à partir du 10 septembre. Face à la faiblesse extrême du gouvernement, nous estimons que c'est la voie de l'efficacité pour faire aboutir nos revendications.

L'hôpital Émile Roux doit vivre. L'hôpital public doit être sauvé.

Merci.

Le syndicat Force ouvrière Emile Roux